

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Succès UDC 3

L'UDC a gagné dans toutes les élections cantonales en 2013



Contre l'immigration massive 6-7

La statistique sur les étrangers met à nu la propagande électorale.



Initiative pour les familles 8-9

Interview avec la famille Frossard de Romanens (FR)



**BIEN PLUS QU'UNE
IMPRIMERIE ...**

DIETSCHI PRINT&DESIGN AG
Ziegelfeldstrasse 60 4601 Olten
T 062 205 75 75 F 062 205 75 00 www.dietschi.ch

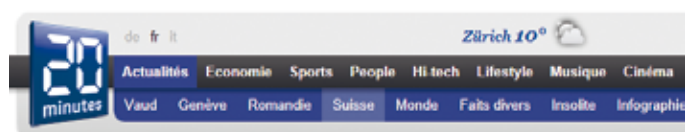


L'UDC a lancé cette semaine sa propre campagne d'affiches contre la nuisible initiative 1:12. Imposant à la Suisse une dangereuse et nocive expérience socialiste, cette initiative détruit des emplois et menace la sécurité et la prospérité de notre pays.

L'état désastreux dans lequel se trouvent

des pays européens comme la Grèce, l'Italie, mais aussi la France montre bien où aboutissent les concepts socialistes d'une économie dirigée par l'Etat. Dans ces pays, seule l'économie parallèle avec tous ses excès est florissante, alors que la dette publique et le chômage atteignent des sommets. L'Etat social est moribond et la classe moyenne est saignée.

L'UDC dans la presse suisse d'octobre 2013



VOTATIONS FÉDÉRALES

21 octobre 2013 09:06:37 Act: 21.10.2013 09:06:37

L'initiative de l'UDC est bien partie

Les Suisses diront le 24 novembre s'ils veulent accorder une déduction d'impôts aux parents qui ne paient pas de frais de garde pour leurs enfants.

Les Suisses voteront sur l'immigration en février

L'agenda du prochain scrutin est fixé. Le peuple se prononcera le 9 février sur l'initiative de l'UDC «contre l'immigration de masse», le financement du rail et le remboursement des avortements.



Le mot du président

Oui à l'initiative pour les familles



Les opposants à notre initiative pour les familles se mordent les doigts. Il semblerait qu'ils l'aient sous-estimée. Une conférence de presse réunissant tous leurs présidents de partis a été convoquée en toute hâte. Les arguments formulés tombent à plat. Il est question de pertes fiscales, or c'est le contraire : notre initiative allège le budget de l'État !

Aujourd'hui, les familles qui assurent elles-mêmes l'éducation des enfants, sans faire appel à aucune infrastructure étatique, sont désavantagées. Tous les parents qui s'organisent eux-mêmes, en réduisant par exemple leur taux d'occupation ou en mettant les grands-parents à contribution sont les pigeons dans l'affaire. Ce sont eux qui allègent le budget étatique. Pour mettre fin à la discrimination actuelle, il faut insérer dans l'urne un NON retentissant.

Autre sujet tout aussi important : Un État neutre et indépendant s'occupe lui-même de son approvisionnement. Il défend sa sécurité avec une armée crédible et veille à ce que les conditions essentielles à la sécurité de l'approvisionnement de sa population soient réunies. De notre point de vue, cela inclut une production électrique propre, ainsi qu'un taux d'auto-approvisionnement le plus élevé possible pour les denrées alimentaires.

L'UDC ne peut souscrire à la stratégie énergétique 2050 du Conseil fédéral. Celle-ci réduit en effet la sécurité de l'approvisionnement et accroît la dépendance envers l'étranger. L'UDC a donc élaboré son propre concept pour l'approvisionnement sûr et économique en électricité. Dans la politique agricole également, l'UDC soutient les démarches visant à placer l'agriculture productrice au centre. Une initiative populaire en ce sens est en préparation et nous nous sommes engagés à y prêter main-forte.

Toni Brunner

Toni Brunner, conseiller national
Président UDC Suisse

Une année pleine de succès

Toutes les élections cantonales de cette année – Soleure, Valais, Neuchâtel ou Genève – se sont soldées par des succès pour l'UDC. À Bâle-Campagne, nous avons même réussi notre retour dans l'exécutif. Malheureusement, le 2e siège à l'exécutif cantonal d'Appenzell Rhodes-Extérieures n'a pas pu être maintenu lors des élections complémentaires. Après ces élections, l'UDC dispose, avec 21 sièges dans les gouvernements cantonaux, du plus grand nombre de membres de l'exécutif de son histoire. Elle réunit à nouveau le plus grand nombre de parlementaires cantonaux.

Dans le canton de Soleure, l'UDC a confirmé en mars dernier sa tendance positive continue, devenant la deuxième force politique cantonale en nombre d'électeurs. Elle a ainsi également pu franchir la barre des 20% au niveau cantonal.

L'UDC dans les exécutifs romands

Durant le même weekend électoral, il y a eu un coup de théâtre historique dans le canton du Valais. La fulgurante victoire de l'UDC aux élections parlementaires a mis un terme à 165 ans de majorité absolue du PDC. L'UDC a remporté non moins de 9 sièges au Grand Conseil. Et

nières années à s'accaparer une partie de son électorat. Bien que les médias – comme d'ailleurs dans tous les cantons de Suisse romande – ait systématiquement descendu l'UDC en flèche et même prédit qu'elle n'atteindrait pas le quorum nécessaire pour entrer au parlement, notre parti a pu fêter le 6 octobre un grand succès : 2 sièges gagnés au parlement et une augmentation de la part des électeurs à 10%.

Une campagne électorale convaincante était également nécessaire dans le canton de Bâle-Campagne pour réussir le retour de l'UDC à l'exécutif cantonal

lors des élections complémentaires à l'exécutif. Cette prouesse a été accomplie par Thomas Weber, après une course au coude-à-coude contre un candidat très engagé du

PS. Pour une fois, la coopération des partis bourgeois a fonctionné, ce qui a contribué à ce succès.

« À la fin de l'année 2013, l'UDC est à nouveau clairement le parti numéro un dans les parlements cantonaux, avec 562 mandats. »

Martin Baltisser, secrétaire général UDC Suisse

au 2e tour, Oskar Freysinger a réussi à entrer au gouvernement valaisan avec un score brillantissime.

Mais un événement encore plus réjouissant allait bientôt se produire en Suisse romande. Un deuxième représentant de l'UDC, en la personne d'Yvan Perrin, est entré dans un gouvernement romand, ce que personne n'aurait cru possible il y a peu. L'UDC a aussi réalisé un beau succès aux élections du Conseil général, passant de 14 à 20 sièges, avec une part de 16.9% des scrutins.

Campagnes électorales engagées

La campagne électorale menée par l'UDC à Genève a été particulièrement engagée. L'environnement y était difficile, puisque le MCG cherche ces der-

Parti le mieux représenté dans les parlements

À la fin de l'année 2013, l'UDC est à nouveau clairement le parti numéro un dans les parlements cantonaux, avec 562 mandats. Dans exactement la moitié des cantons, les parlements ont été renouvelés depuis les dernières élections fédérales. L'UDC a pu renforcer ses positions dans neuf cantons, mais a perdu dans quatre autres : un bilan remarquable, notamment en comparant avec les autres partis. De même, la présence dans les exécutifs cantonaux a progressé cette année, même si le chemin est encore long et escarpé.

Les conseillers d'Etat UDC élus en 2013



Canton du Valais

Conseiller d'Etat et conseiller national Oskar Freysinger, Chef du Département de la formation et de la sécurité, vice-président UDC Suisse, Savièse (VS)



Canton de Neuchâtel

Conseiller d'Etat Yvan Perrin, Chef du Département du développement territorial et de l'environnement, anc. vice-président UDC Suisse, La Côte-aux-Fées (NE)



Canton de Bâle-Campagne

Conseiller d'Etat Thomas Weber, Chef de la Direction de l'économie et de la santé, Buus (BL)

Annonce

«Pour une égalité de traitement pour toutes les familles.»



Roland Mesot

Père de 2 enfants, Député, Président UDC FR, Châtel-St-Denis (FR)



Le 24 novembre

4 Initiative 1:12: NON

Détruire des places de travail et la prospérité ?

Dans sa haine aveugle du capitalisme, la gauche réunie tente une fois de plus avec l'initiative 1:12 de la Jeunesse socialiste d'imposer à la Suisse un système d'économie planifiée et étatisée. L'UDC, en revanche, s'engage pour la responsabilité individuelle et pour un avenir dans la sécurité et la liberté.

L'UDC préfère s'engager pour une place industrielle et financière compétitive. Des conditions-cadres libérales, la volonté à l'effort, la force d'innovation et une coopération responsable entre employeurs et salariés sont les éléments essentiels d'un système politique et économique performant qui permet à notre pays d'envisager l'avenir avec confiance. Voilà pourquoi il faut dire clairement non le 24 novembre prochain à l'initiative destructrice 1:12.



Les entrepreneurs suisses s'expriment clairement contre l'initiative 1:12



«En tant qu'entrepreneur, mon premier devoir est d'assurer la compétitivité de mon entreprise pour garantir un avenir à mes collaborateurs. Ce n'est pas avec une intervention étatique que nous allons gagner en efficacité. C'est pourquoi je voterai non à cette initiative qui plombe la liberté d'entreprise.»

Romain Schaer

Directeur de LTB AG, député suppléant, anc. maire, président UDC Jura, Miécourt (JU)

« L'initiative 1:12 n'apporterait que des tracasseries à toutes les PME et un affaiblissement de la sécurité du travail, car elle conduirait les grandes entreprises à délocaliser, restructurer ou sous-traiter. Non à une initiative qui ne sert qu'à étendre le contrôle étatique. »

Fabienne Despot

Directrice de SEDE SA, députée, vice-présidente UDC Vaud, Vevey (VD)



«L'initiative 1:12 des Jeunes socialistes porte atteinte au modèle suisse, qui a fait la prospérité de notre pays. Un diktat de l'Etat sur les salaires ruinera le partenariat social. La baisse des recettes fiscales et des cotisations AVS sera massive et c'est sans compter avec l'inflation bureaucratique à laquelle devront faire face les PME.»

Jean-François Rime

Administrateur de Despond SA, conseiller national, président de l'Union suisse des arts et métiers, Bulle (FR).





« Si les salaires des managers diminuent, tous les autres salaires subiront une pression à la baisse, dans les entreprises et dans l'ensemble de l'économie. NON à l'initiative 1:12. »

Monika Commissione-Schwab

Vice-présidente UDC Vaud, responsable Centres d'appels, Chavornay (VD)



«C'est un non sens. Cette initiative risque d'induire un démantèlement des entreprises et ne vas en tout cas pas améliorer la problématique des bas salaires.»

Raymond Clottu

Propriétaire de LCD Gestion fiduciaire Sàrl, conseiller national, La Brévine (NE)



Annonce.....

«L'UDC ne fait pas du social son fonds de commerce, mais mon parti est très attentif à ce que l'équité sociale règne entre toutes les familles de Suisse.»



Nadine Reichen

Députée suppléante, secrétaire comptable, Sierre (VS)

Le 24 novembre



La statistique au service de la **propagande**

La désinformation récemment diffusée au sujet de l'immigration est un affront au bon sens. On peine à dire aujourd'hui qui manipule le plus les citoyens : le Conseil fédéral ou les médias ?

On a d'abord entendu le « Seco » (Secrétariat d'Etat à l'économie) vanter les mérites de la libre circulation des personnes. Et il y a quelques semaines, les médias diffusent à large échelle le non-sens selon lequel le problème serait atténué par le fait que l'émigration serait en hausse ! Les Allemands, en premier lieu, retourneraient en masse vers leur pays d'origine.

Pure propagande

Le prétendu exode des Allemands n'est qu'une pure opération de propagande à l'encontre de l'initiative contre l'immigration de masse. Selon les statistiques, il y avait 8'071 Allemands de plus en Suisse que fin août 2012. Chez les Portugais, ils étaient même 12'874, alors même qu'environ 9% des Portugais vivant en Suisse n'exerçaient aucune activité lucrative au 2e trimestre 2012.

De septembre 2012 à août 2013, la différence entre les étrangers venant s'installer en Suisse et ceux qui ont quitté le pays a atteint 83'871 personnes. Cela représente une nouvelle augmentation par rapport à l'année précédente, où le solde migratoire était de 78'378 personnes. L'immigration nette équivaut aux populations des

ville de Neuchâtel et Fribourg réunies (l'immigration brute est même de 150'000 personnes par an environ).

Erreurs de pronostic incroyables

Les débats sur la libre immigration durent depuis plus de 20 ans. On en parlait déjà à l'époque de l'EEE (1992), lors de la votation sur la libre circulation des personnes (2000), à l'occasion de l'extension aux pays de l'est de l'UE (2005) et de l'extension à la Roumanie et à la Bulgarie (2008). Le Conseil fédéral s'est exprimé sur l'immigration à des centaines d'événements politiques. Avant la votation décisive du 21 mai 2000, il s'est fondé sur « l'expertise Straubhaar », qui tablait sur 8'000 immigrations par an.

Les experts et les politiciens concernés auraient-ils sous-estimé de dix fois l'immigration ? Ou savaient-ils pertinemment dès le départ que plus le niveau de vie (espéré) est élevé en Suisse par rapport à d'autres pays, plus l'immigration sera importante, si nous ne pouvons plus la limiter.

Halte aux excès !

Une certaine immigration est incontestablement nécessaire ; l'économie

suisse a toujours eu besoin des travailleurs étrangers. Mais déterminer qui peut immigrer ou non est certainement le levier le plus efficace pour assurer la prospérité d'un pays.

Imaginons qu'arrivent en Suisse des immigrés qui nous prêtent main-forte et nous aident à développer notre pays ! Et imaginons au contraire qu'arrivent de manière incontrôlée des étrangers sans aucune formation professionnelle, avec une mauvaise attitude face au travail ou avec la ferme intention de tromper l'Etat, parce qu'ils ont appris à voir la Suisse comme un adversaire à trahir. Quelle différence !

Nous devons tout mettre en œuvre pour reprendre le contrôle de l'immigration et pouvoir fixer les règles nous-mêmes. Il ne s'agit que de cela. C'est cela que nous exigeons ! Rester indépendants – décider nous-mêmes – et éviter les excès !



par Luzi Stamm, conseiller national, vice-président UDC Suisse, Baden (AG)

Citation

«la Suisse gère de manière autonome l'immigration des étrangers»

Ni plus, ni moins que le texte de l'initiative. La Suisse est l'un des seuls Etats libéraux du monde à ne pas gérer son immigration de manière autonome.

Zoom

Sans la reprise du contrôle de l'immigration, la Suisse comptera 10 millions d'habitants dans 20 ans.

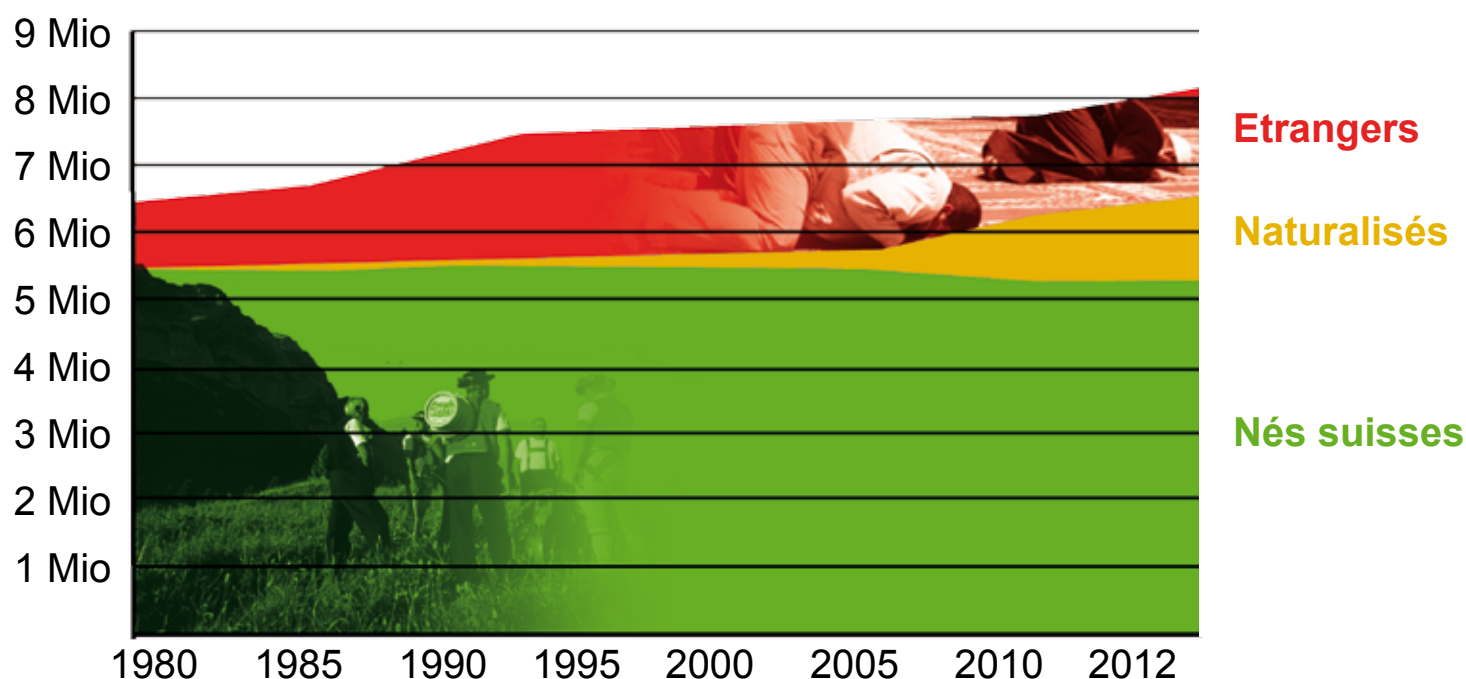


Chiffre

380 000

Ces cinq dernières années, 380 000 personnes issues de l'immigration se sont installées. C'est l'équivalent en population de la ville de Zurich.

Evolution de la population en millions d'habitants depuis 1980



Depuis 1980, la population de personnes nées suisses n'a pas augmenté. Elle est restée stable à 5.4 millions, mais depuis le début des années 2000, la proportion d'étrangers qui ont obtenu la nationalité suisse a subitement augmenté. Si bien qu'en 2012, près d'un million de Suisses sont des étrangers récemment naturalisés. Cela représente environ un sixième de toute la population suisse.

De plus, la proportion des étrangers a elle aussi massivement augmenté. Alors que les étrangers représentaient 1 million d'habitants en 1980, ils sont désormais près de 2 millions en Suisse et ont ainsi contribué de manière déterminante à atteindre puis dépasser la barre des 8 millions d'habitants en Suisse. A ce rythme, la Suisse comptera 10 millions d'habitants en 2035 selon les estimations de l'Office fédéral de la statistique. Ce chiffre sera principalement atteint à cause de l'immigration de masse incontrôlée en Suisse.

« L'augmentation de la population résidente en Suisse en raison de l'immigration nous conduit tout droit vers d'importants problèmes d'infrastructures, de ressources et d'oeuvres sociales. Pour cette raison, il est important que l'initiative populaire «contre l'immigration de masse» soit acceptée le 9 février 2014. »

Pierre-Francois Veillon, conseiller national, président de la Délégation des commissions de gestion, anc. conseiller d'Etat, Les Plans-sur-Bex (VD)

PLUS D'INFORMATIONS

WWW.immigration-massive.ch

Stopper la dis

La quatrième assemblée des délégués de l'année s'est tenue sur l'aérodrome militaire de Meiringen (BE). Après une franche discussion, les délégués ont recommandé de soutenir l'initiative pour les familles à l'unanimité.



Afin de rappeler à tous qu'ils sont au centre du débat, des dizaines d'enfants ont accompagné leurs parents à l'assemblée des délégués.



Andrea Geissbühler et sa fille Zoé photographiées avec le président du Parti Toni Brunner sur la scène de l'assemblée des délégués.



**Initiative pour
les familles**



Les plus de 350 délégués qui se sont réunis à Meiringen ont soutenu unanimement l'initiative pour les familles, donnant ainsi un signal fort et en s'engageant pour un vrai choix du modèle familial et pour plus de déductions fiscales.



Le candidat du Jura bernois au Conseil-exécutif du canton de Berne, Manfred Bühler, remet à la présidente des Femmes PLR, un petit présent afin de la convaincre du bien-fondé de l'initiative.

discrimination!

VOTEZ MAINTENANT



pour **OUI**

Interview avec la famille Frossard et leurs trois enfants à Romanens (FR)

La famille Frossard réunie à la table à manger de son domicile à Romanens (FR). Sébastien et Murielle posent avec leurs trois jeunes enfants.

Selon eux, le travail à domicile des conjoints doit être valorisé afin de soutenir le travail des familles. Les enfants sont un important investissement pour l'avenir de la société car ce sont eux qui seront les garants de la Suisse de demain.



« Eduquer ses enfants, c'est un travail qui mérite d'être reconnu. »

Murielle et Sébastien Frossard, Romanens (FR)

Madame et Monsieur Frossard, vous avez 3 enfants et avez opté pour un modèle familial qui vous permet de conjuguer vie professionnelle et privée sans faire appel à des crèches. Etes-vous satisfait de ce choix ?

Murielle et Sébastien Frossard : Oui, nous profitons ainsi un maximum de nos enfants car ils grandissent très vite.

Les parents qui confient leurs enfants à une crèche peuvent déduire fiscalement les frais de garde mais vous n'avez aucune reconnaissance du travail fourni à la maison et du sacrifice d'une partie des revenus de la famille. Estimez-vous cette situation normale ?

Non, car éduquer ses enfants à la maison, c'est un travail et qui mérite d'être reconnu.

Selon vous, si l'initiative devait être acceptée, qui en seraient les principaux bénéficiaires ?

Toutes les familles qui font le choix par amour de leurs enfants de « sacrifier » une carrière professionnelle mais également toute la société qui profite aussi à long terme du travail d'éducation des enfants, car ce sont nos enfants qui paieront notre future retraite notamment.

PLUS D'INFORMATIONS

WWW.intiative-familles.ch

PREMIERE MONDIALE: NEW SUZUKI SX4 S-CROSS

DES **Fr. 19 990.-**

metzgerlehner



- › **Le casseur de prix compact**
Grande classe, petit prix
- › **La voiture familiale favorite**
Agréable, spacieuse et sobre
- › **Le crossover polyvalent**
A la fois van, break et SUV
- › **Le sportif efficace**
Hautes performances et basse consommation
- › **Le point de mire stylé**
Design crossover attirant
- › **Le tout-terrain intelligent**
Système de transmission 4x4 à 4 modes ALLGRIP
- › **Le transporteur audacieux**
Jusqu'à 1269 litres de volume de chargement
- › **Le Swiss Cross le plus compact**
Idéal pour la Suisse
- › **La vue la plus généreuse**
Toit ouvrant panoramique en verre exceptionnel
- › **La nouvelle référence**
Equipelement exclusif, innovations uniques en leur genre



La nouvelle Suzuki SX4 S-CROSS 4x4 est plus qu'une première mondiale: elle en réunit plusieurs et redéfinit la classe crossover. Par exemple avec le système de transmission 4x4 ALLGRIP révolutionnaire à 4 modes. Celui-ci séduit par sa technologie ultramoderne et ses fonctions pratiques. **Auto:** dès que c'est nécessaire, le système passe automatiquement en mode ALLGRIP 4x4. **Sport:** idéal pour les parcours sinueux et les caractères sportifs. **Snow:** idéal sur la neige et les chaussées glissantes. **Lock:** idéal pour les situations délicates. Le couple maximal est transmis aux 4 roues de manière optimale.

Equipelement exclusif par exemple du New SX4 S-CROSS GL TOP. Stop-start automatique (seul. boîte manuelle), climatisation automatique 2 zones, système navigation & multimédia avec caméra de recul, Bluetooth avec dispositif mains libres, volant gainé cuir avec touches de commande du système audio et du tempomat, Keyless Entry & Start/bouton de démarrage, capteurs de parking avant & arrière, sellerie cuir, capteur de pluie, phares bi-xénon, feux de jour (LED), toit ouvrant panoramique, vitres teintées, aide au démarrage en côte, jantes en alliage léger 17", sièges avant chauffants.

Rouler Suzuki, c'est économiser du carburant: New Suzuki SX4 S-CROSS 1.6, Fr. 19 990.-, consommation de carburant mixte normalisée: 5.5l/100km, catégorie de rendement énergétique: C, émissions de CO₂: 127g/km; **photo:** New Suzuki SX4 S-CROSS 1.6 GL Top 4x4, Fr. 31 990.-, consommation de carburant mixte normalisée: 5.7l/100km, catégorie de rendement énergétique: D, émissions de CO₂: 130g/km; moyenne pour l'ensemble des marques et modèles de voitures neuves en Suisse: 153g/km.



Votre revendeur spécialisé Suzuki se fera un plaisir de vous soumettre une offre de Suzuki Hit-Leasing répondant à vos besoins personnels. **Tous les prix indiqués sont des recommandations sans engagement, TVA comprise.**

Le N°1 des compactes



SUZUKI

Way of Life!

www.suzuki.ch

Non à la mise sous tutelle des patients suisses

Pour la troisième fois, après 2003 et 2007, les milieux de gauche se lancent dans une tentative d'étatisation de notre système de santé. Si nous voulons conserver notre liberté de choisir, nous devons tout faire pour barrer la route au monstre administratif que serait la caisse unique.

Le système de santé suisse est l'un des meilleurs au monde. Il offre aux assurés de nombreuses possibilités de choisir : les prestataires tels les hôpitaux, les médecins et les assureurs sont en grande partie laissés au libre choix des patients. Cela signifie également pour les patients une concurrence favorable à la qualité. Elle incite ainsi les acteurs du système de santé à s'améliorer en permanence et à faire attention aux coûts. Le libre-choix est indissociable d'un système de santé fort, comme le montre une comparaison avec l'étranger où les médecins sont des fonctionnaires, les patients font la queue, les hôpitaux sont négligés et tous les citoyens n'ont pas accès aux mêmes prestations médicales.

Le libre-choix dans l'assurance de base obligatoire

Les assurés sont des partenaires matures et capables de discernement. Ils connaissent leurs besoins et leurs possibilités, et défendent au mieux leurs intérêts. Les solutions étatiques monopolistes telles la caisse unique ne garantissent cependant pas le même niveau de performance. Or celui-ci doit être maintenu. Nous voulons conserver la faculté de choisir librement les prestataires tels les hôpitaux, les médecins et les assureurs. En outre, nous

voulons et devons être traités comme des personnes adultes et responsables.



L'introduction d'une caisse unique ne nous fera pas économiser le moindre centime.

C'est pourquoi l'assuré doit continuer à pouvoir dire oui – ou non – à un contrat. Le libre-choix est un droit légitime de chacun, qui se fonde sur l'ordre économique libéral de la Suisse, qui a fait ses preuves. Il n'y a aucune raison de renoncer aux droits individuels et à la sécurité alors qu'aucune alternative clairement meilleure s'offre à nous.

Les monstres étatiques font continuellement augmenter les prix

Les initiants affirment que la caisse unique permettrait de faire des économies. Mais c'est le contraire ! Même le conseiller fédéral PS Berset le reconnaît : en introduisant une caisse unique, on n'économiserait pas un centime. En effet, alors que dans le système actuel, organisé selon les principes de l'économie privée, les assureurs doi-

vent se comporter en entrepreneurs – et donc notamment maintenir leurs frais administratifs aussi bas que possible – ces incitations seraient inexistantes dans une entreprise étatique. Le résultat est aisément prévisible : une bureaucratie débordante, des processus inefficaces et un gonflement de l'appareil administratif. Ce n'est pas par hasard si les frais administratifs des assureurs maladie s'élèvent à 5,6% aujourd'hui, alors que ceux de l'assurance-chômage étatique frôlent les 10%.

Stopper la répartition gauchisante

Mais le véritable enjeu est ailleurs. Le but de l'initiative n'est pas d'améliorer le système en place, mais bien, une fois de plus, d'instaurer une répartition. Dans un entretien avec la « Basler Zeitung », le conseiller national PS Stéphane Rossini a affirmé : « Après la caisse unique, notre prochaine initiative exigera une prime fixée en fonction du revenu. » L'intention est donc une fois de plus de plumer les personnes gagnant bien leur vie, sous couvert de politique de santé et avec des conséquences fatales : baisse de qualité de l'approvisionnement en soins, abolition du libre-choix et augmentation des coûts pour chaque assuré.

« Les initiants affirment que la caisse unique permettrait de faire des économies. Mais c'est le contraire ! Même le conseiller fédéral PS Berset le reconnaît : en introduisant une caisse unique, on n'économiserait pas un centime. »

Guy Parmelin, conseiller national, Bursins (VD)



par Guy Parmelin, conseiller national, vice-président de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique, Bursins (VD)

12 Vignette à 100 francs: NON

Stop à l'extorsion des fonds provenant de la route !

L'automobiliste est un agneau qui se laisse docilement sacrifier. Depuis des décennies, les fonds destinés à la route sont détournés et utilisés pour d'autres domaines. Il en résulte des embouteillages monstres et des coûts chiffrés en milliards, tandis que le réseau autoroutier attend son achèvement depuis plus de 50 ans.

Le détournement des fonds issus du trafic routier est systématique depuis des décennies.

En conséquence, sur les 9,5 milliards payés par les automobilistes, seul un petit tiers est effectivement utilisé pour la route. Le reste sert à financer les transports publics et des dépenses fédérales telles l'aide au développement ou le système de l'asile. Le projet sur le financement et l'extension de l'infrastructure ferroviaire (FAIF), qui passera dans les urnes le 9 février 2014, cimenterait même le détournement des fonds de la route dans la Constitution.



Les automobilistes paient annuellement 9.5 milliards de francs. Seul 35% de ce montant retourne ensuite pour les routes. C'est l'une des raisons pour lesquelles les automobilistes perdent du temps dans les bouchons.

Développer le réseau est nécessaire, mais pas réaffecter les fonds

La route aurait toutefois urgemment besoin de ces fonds dont elle est privée. Depuis plus de 50 ans, le réseau autoroutier attend son achèvement, les rectifications de goulots d'étranglement ne sont pas effectuées, alors que les heures d'embouteillage augmentent gaillardement. Le Conseil fédéral veut moderniser l'infrastructure routière. En affirmant que l'argent de l'augmentation de la vignette serait destiné à de nouvelles routes, il cherche à berner la population. Les fonds récoltés par l'augmentation de la vignette

ne seront en effet pas utilisés pour de nouvelles routes, mais uniquement pour

repandre des tronçons existants, jusqu'à présent placés sous la responsabilité des cantons – un simple transfert des coûts en direction de la Confédération.

Non aux taxes supplémentaires – les fonds sont déjà réunis !

Il n'est pas nécessaire au développement futur du réseau routier ni au maintien des infrastructures de percevoir des taxes, émoluments ou impôts supplémentaires. L'argent est déjà là ! On l'utilise simplement à d'autres fins depuis des années. La Confédération a besoin d'argent ? Prenons-le donc aux automobilistes ! C'est

ainsi qu'on doit se représenter une séance du Conseil fédéral, lorsque les poches de l'État sont vides.

Le pillage se poursuit

Il est grand temps de mettre fin à cette arnaque au détriment du trafic routier. Il est inacceptable que l'automobiliste doive toujours payer pour les erreurs de planification dans le budget fédéral. La menace brandie par la conseillère fédérale Doris Leuthard dans le cadre de la campagne de votation sur la vignette, selon laquelle il y aurait une hausse du prix de l'essence si l'augmentation ne passait pas, est symptomatique de la manière dont se fait la politique à Berne. Par la

contrainte et des menaces, on cherche à forcer le peuple à soutenir une politique de circulation mauvaise pour lui. Cela n'est pas sérieux du tout ! Par un NON à l'augmentation de la vignette le 24 novembre 2013, nous pouvons poser un premier jalon contre ce plumage permanent des automobilistes. Saisissons cette occasion d'affirmer haut et fort notre opinion de raz le bol !



par Rudolf Joder, conseiller national, Belp (BE)

PLUS D'INFORMATIONS

WWW.vignette-a-100frs.ch



«L'automobiliste rapporte chaque année 9.5 milliards et seules 3.8 milliards servent au trafic routier. Ça suffit, votons NON.»

Claude-Alain

Voiblet

Député, vice-président UDC Suisse, Lausanne (VD)



«Cette augmentation du prix de la vignette n'est qu'un impôt de plus à la charge des automobilistes. Donc NON à la vignette à 100 francs.»

Aline Laubier

Secrétaire UDC Jura, Courgenay (JU)



«Je voterai NON à la vignette à 100 francs, car je ne cède pas au chantage du Conseil fédéral.»

Florian Robert-

Nicoud

Député-suppléant, La Chaux-de-Fonds (NE)

Payer toujours plus?



**Loi sur la vignette
autoroutière**

(renchérissement
de la vignette)

NON

« Je suis encore en phase d'apprentissage »

Depuis le 19 mai 2013, Yvan Perrin est conseiller d'Etat. Il revient pour Franc-parler sur ses six mois d'activité au gouvernement du canton de Neuchâtel. De son propre aveu, il se dit être «en phase d'apprentissage» et avoir encore beaucoup à apprendre. L'homme est modeste et se dit heureux de ses nouvelles responsabilités même si l'emploi du temps ne laisse guère de place aux états d'âme.

Franc-parler: Monsieur Perrin, quel est votre état d'esprit après six mois de travail en tant que conseiller d'Etat ?

Yvan Perrin: Je suis encore en phase d'apprentissage, il est un peu tôt

ne autour de la table et chacun peut s'exprimer librement et être entendu.

Le Canton de Neuchâtel doit faire face à une situation financière difficile. Comment remédier à cette situation selon vous ?

Il convient de reprendre chaque poste et d'en vérifier la pertinence, ceci sans tabou. Je ne suis pas de ceux qui considèrent qu'il

un test important pour le gouvernement nouvelle formule et nous pouvons nous attendre à de grandes réticences. Il me semble néanmoins que nous avons réparti judicieusement les mécontentements.

Le groupe UDC au Grand Conseil doit s'habituer à être représenté au Conseil d'Etat, ce qui ne va pas forcément de soi après des années d'opposition. Comment se passent vos relations avec les parlementaires UDC

Elles sont pour l'heure excellentes. Il faut simplement garder à l'esprit que nous tirons tous à la même corde mais dans des fonctions différentes. Nous n'avons pas encore connu de différend majeur car le groupe a soutenu pour l'essentiel la politique voulue jusqu'ici par le gouvernement mais à l'avenir les députés ne

pour dire que je me sens à l'aise, tout est nouveau et demande beaucoup de temps car il faut m'expliquer la nature des problèmes sur lesquels je dois me prononcer. Heureusement, mon département compte les forêts et l'agriculture. En tant que fils de bûcheron et ancien ouvrier agricole à mes heures perdues, je crois pouvoir dire que je saisis à peu près les enjeux. Pour le reste, c'est «regarde, écoute et tais-toi !»

Avez-vous le sentiment de pouvoir influencer concrètement le travail politique au sein du Conseil d'Etat ?

Il est difficile de mesurer l'influence d'une personne au sein d'un collège mais je fais de mon mieux pour défendre la ligne politique de notre parti. Le résultat final est l'addition de plusieurs avis qui est ensuite porté par l'ensemble du gouvernement. Fort heureusement, l'ambiance est bon-

y a trop de fonctionnaires mais par contre, on peut s'interroger sur l'utilité de certaines prestations. A ce propos, je me félicite du travail entrepris par la majorité de gauche du Conseil d'Etat qui fait preuve d'un remarquable courage politique. Le budget constitue



Yvan Perrin travaille de manière rigoureuse et collégiale au Conseil d'Etat: «Il convient de reprendre chaque poste et d'en vérifier la pertinence».

IMPRESSUM

FRANC-PARLER | FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage: 5'000 | Éditeur et rédaction: Stiftung SVP-Parteizeitung, Secrétariat général | Case postale 8252 | 3001 Berne | Tél.: 031 300 58 58 | Fax: 031 300 58 59 | franc-parler@udc.ch | www.udc.ch | Rédaction: Kevin Grangier | Crédit images: UDC Suisse, Toni Brunner, Services du Parlement 3003 Berne, Claude-Alain Voiblet, Aline Laubier, Florian Robert-Nicoud, Yvan Perrin, Wikipedia.org, Peter Schaub, Dietschi Medien&Druck, Famille Frossard, Thomas Weber, USAM, Fabienne Depost, Monika Commissione-Schwab, Romain Schaar



Lorsqu'il quitte la vice-présidence de l'UDC en mai 2012, Yvan Perrin reçoit une hal-lebarde, qu'il prend soin de bien examiner en compagnie d'Adrian Amstutz. Un an plus tard, en mai 2013, Yvan Perrin remporte l'élection au Conseil d'Etat neuchâtelois.

doivent pas hésiter à attaquer la ligne que je défends au nom du gouvernement dès lors qu'elle ne correspond pas à ce que souhaite l'UDC.

A vous entendre, vous ne semblez avoir aucun regret d'avoir cédé votre place au Conseil national pour prendre vos responsabilités à Neuchâtel. Est-ce bien le cas où avez-vous une certaine nostalgie du Palais fédéral ?

Il y a naturellement une certaine nostalgie à quitter un endroit que vous avez fréquenté durant dix ans dans une fonction qui vous a apporté beaucoup de plaisir et de satisfaction. Je laisse aussi des amis à Berne que je ne vois plus guère qu'à la télé. Il y a notamment eu un grand moment d'émotion lorsque j'ai suivi le débat consacré au Gripen sur Internet. Comme membre de la sous-commission, j'aurais bien sûr aimé prendre part à la discussion. Ceci dit, je dois avouer que l'emploi du temps ne laisse guère de place aux états d'âme.

Qui est Yvan Perrin ?

Né le 9 décembre 1966, Yvan Perrin entre en politique en 2001, lorsqu'il fonde l'UDC du canton de Neuchâtel et en assume la présidence.


En 2003, il est élu au Conseil national et en 2005 il succède au Vaudois Jean Fattebert à la vice-présidence de l'UDC Suisse.

Il dirige la campagne fédérale 2007 en Suisse romande avec le succès qu'on connaît. Il est réélu au Conseil national, tout comme en 2011. Il quitte en 2012 la vice-présidence de l'UDC Suisse avant d'être élu au Conseil d'Etat en mai 2013.



Le Château cantonal à Neuchâtel, siège des autorités politiques neuchâteloises. Le Grand Conseil et le Conseil d'Etat y siègent. Tous les départements de l'administration cantonale y ont leur secrétariat. C'est donc ici que le conseiller d'Etat Yvan Perrin travaille depuis six mois.

VOTEZ MAINTENANT

 Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Bulletin de vote pour la votation populaire du 24 novembre 2013

Acceptez-vous l'initiative populaire «1:12 – Pour des salaires équitables»?	Réponse <i>Non</i>
Acceptez-vous l'initiative populaire «Initiative pour les familles: déductions fiscales aussi pour les parents qui gardent eux-mêmes leurs enfants»?	Réponse <i>Oui</i>
Acceptez-vous la modification du 22 mars 2013 de la loi fédérale concernant la redevance pour l'utilisation des routes nationales (Loi sur la vignette autoroutière, LVA)?	Réponse <i>Non</i>

Stopper la discrimination!



Initiative
pour les
familles

OUI